

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

OBJET DU MARCHE :

Le présent accord cadre a pour objet une prestation de transport de voyageurs (adultes) en car pour le compte de l'Institut des hautes études de l'éducation et de la formation.

Procédure n° IH2EF-2025-01-TRANSPORTS

TABLE DES MATIERES

Préambule :.....	4
Article 1 – Dispositions générales	4
1.1 – Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2 – Procédure et forme de l'accord-cadre.....	4
1.3 – Allotissement	4
1.4 – Durée de l'accord cadre.....	4
1.5 – Lieu d'exécution.....	4
1.6 – Calendrier	5
Article 2– Renseignements administratifs.....	5
2.1 Pour l'IH2EF	5
2.2 Pour le titulaire.....	5
Article 3 – Pièces constitutives de l'accord cadre.....	5
Article 4 – Missions et obligations du titulaire	5
4.1 Les prestations à assurer par le titulaire comprennent :	6
4.2 Prestation de mise à disposition	6
4.3 Conformité des véhicules	6
4.4 Conditions pratiques d'exécution	7
4.5 Respect des itinéraires et arrêts.....	7
4.6 Respect des horaires.....	7
4.7 Le personnel	7
4.8 Adaptation des services	8
Article 5 – Réservations et commande de prestations	8
5.1 Modalités de réservations :	8
5.2 Moyens de communication	9
5.3 Bons de commande	9
5.4 Exécution des prestations aux frais et risques des titulaires	9
Article 6 - Confidentialité	9
Article 7 - Prix	9
7.1 Contenu des prix.....	10
7.2 Révision des prix.....	10
Article 8 - Paiement	11
8.1 Délai de règlement	11
8.2 Intérêts moratoires.....	11
8.3 Facturation électronique.....	11
8.4 facture	11
8.5 Avance	12
8.6 Carte d'achat.....	12

8.7 Retenue de garantie	12
Article 9 - Résiliation.....	12
Article 10 – Traitement des données à caractère personnel	12
Article 11 – Cession	12
Article 12 – Sous-traitance.....	12
Article 13– Clause de réexamen.....	13
Article 14– Attestation d’assurance	13
Article 15– Justification sociale et fiscale.....	13
Article 16 – Contrôle de l’exécution des prestations	14
Article 17 – Les pénalités	14
Article 18– Modification de l’accord-cadre.....	15
Article 19– Résiliation.....	15
Article 20– Tribunal administratif compétent.....	15
Article 21– Dérogations aux documents généraux	15

Préambule :

L'Institut des hautes études de l'éducation et de la formation (IH2EF) est un service à compétence nationale du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Cet institut est chargé de la conception, du pilotage et de la mise en œuvre de la formation des personnels d'encadrement supérieur (inspecteurs, personnels de direction, personnels d'encadrement pédagogiques et administratifs, personnels ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé, personnels des bibliothèques) des deux ministères. Ses compétences, son organisation et ses missions sont présentées sur le site Internet <https://www.ih2ef.gouv.fr>

L'Institut des hautes études de l'éducation et de la formation est dénommé dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCP) sous le sigle "IH2EF". La société retenue est désignée sous l'appellation "le titulaire".

Le directeur de l'IH2EF est le pouvoir adjudicateur pour l'initialisation et le suivi du présent accord cadre.

Article 1 – Dispositions générales

1.1 – Objet de l'accord-cadre

Le présent accord cadre a pour objet une prestation de transport de voyageurs (adultes) en car pour le compte de l'Institut des hautes études de l'éducation et de la formation.

1.2 – Procédure et forme de l'accord-cadre

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application des dispositions prévues aux articles L2123-1, R.2123-1 et R2123-4 du code de la commande publique. Cet accord-cadre est un marché public de fournitures courantes et services :

- exécuté à bons de commande ;
- passé sans minimum et avec un maximum de 142 999 euros, conformément aux dispositions de l'article R2162-4 du CCP ;
- il prend la forme d'un marché simple et mono-attributaire.

1.3 – Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti.

A titre indicatif et suivant les articles R2113-1 à R2113-3 du Code de la Commande Publique, le choix de ne pas allotir le présent marché est lié à l'objet du marché qui ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

1.4 – Durée de l'accord cadre

L'accord-cadre est conclu pour une première période ferme d'un an, à compter du 01/07/2025.

Il sera ensuite reconductible trois fois par tacite reconduction, sauf s'il est dénoncé par le représentant du pouvoir adjudicateur par l'envoi d'un courrier conférant date certaine de réception, au plus tard deux mois avant la fin de la période.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de la période de l'accord-cadre en cours de validité. Leur exécution pourra dépasser le terme de l'accord-cadre éventuellement reconduit, mais devra être achevée dans le délai maximum fixé sur le bon de commande.

1.5 – Lieu d'exécution

Les déplacements en car s'effectuent pour les trajets entre Chasseneuil-du-Poitou et Poitiers (département de la Vienne). Occasionnellement les déplacements peuvent s'étendre à un rayon maximal de 150 kms autour de l'IH2EF, dans ce cas ils feront l'objet de devis spécifiques.

Les prestations pourront être exécutées du lundi au vendredi et à titre exceptionnel le week-end et jours fériés.

1.6 – Calendrier

Les prestations sont suspendues pendant les périodes pendant les fermetures de l'établissement soit : trois semaines en été et une semaine entre Noël et Nouvel an.

Article 2– Renseignements administratifs

2.1 Pour l'IH2EF

Le nom des personnes en charge du suivi des prestations pour l'IH2EF sera communiqué après notification de l'accord-cadre. Le titulaire reçoit de ces personnes toutes les informations relatives à l'exécution des prestations.

2.2 Pour le titulaire

Le titulaire du présent accord-cadre doit désigner, dès la notification dudit accord-cadre, une ou plusieurs personnes physiques privilégiées ayant la qualité pour le représenter vis-à-vis de l'IH2EF et ce, pour toute la durée de l'exécution de l'accord-cadre. Les coordonnées communiquées devront être : le nom, le prénom, la fonction, le courrier électronique et le numéro de téléphone.

Le comptable assignataire des paiements sera la direction des finances publiques de la Vienne.

Article 3 – Pièces constitutives de l'accord cadre

Les pièces particulières et générales constituant le présent accord-cadre, classées par ordre décroissant de prévalence, sont :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe le bordereau de prix (BPU);
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seule foi ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 30 mars 2021 ;
- le mémoire technique (annexe 2), les réponses du titulaire aux demandes de précisions d'offre ainsi que dans le cadre des réponses aux questions durant la publication, et les pièces supplémentaires présentées par le candidat retenu.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces ci-dessus constitutives du présent accord-cadre, est réputée non écrite.

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, ainsi que des lois, décrets, règlements ou directives de droit national, communautaire ou international régulièrement publiés et susceptibles d'affecter le présent accord cadre.

Le CCAG de fournitures courantes et de services étant réputé connu, il n'est pas joint matériellement

au présent accord-cadre mais chaque titulaire peut le consulter sur le site Internet suivant : <https://www.legifrance.gouv.fr>.

Article 4 – Missions et obligations du titulaire

Le titulaire du marché s'engage à exploiter les services de transport visés par le présent accord-cadre dans le respect de la législation et de la réglementation en vigueur, en particulier en matière de sécurité, d'égalité de traitement des usagers, de continuité du service public, et de qualité de service irréprochable.

Le titulaire est notamment tenu de respecter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires applicables aux transports publics, et plus spécifiquement de :

- Être inscrit au registre des entreprises de transports publics routiers de personnes, respecter la législation sociale, ainsi que le code du travail ;
- Respecter le code de la route ;
- Conformément aux exigences légales, garantir la sécurité des transports de personnes ;
- Se soumettre aux obligations de contrôle technique des véhicules ;
- Affecter au service un personnel qualifié et s'assurer régulièrement de la validité des permis de conduire des conducteurs, tout en répondant aux obligations de formation relatives aux transports publics ;
- De former leurs chauffeurs à des pratiques d'écoconduite, visant à optimiser la consommation énergétique et à réduire l'impact environnemental des trajets.

Le titulaire assume la responsabilité des dommages directs qu'il pourrait causer dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, tant vis-à-vis de l'IH2EF que des usagers.

4.1 Les prestations à assurer par le titulaire comprennent :

- Le transport des passagers et de leurs bagages entre des lieux définis, à un horaire précis, avec ou sans arrêts intermédiaires.
- La vérification de la faisabilité des itinéraires, arrêts et horaires ;
- La proposition, à l'IH2EF, de toute adaptation susceptible d'améliorer la qualité, la fiabilité et la sécurité des services ;
- La mise en œuvre des mesures garantissant la continuité du service public ;
- La gestion des situations d'urgence (accidents, incidents de sécurité, etc.) ;
- L'information régulière de l'IH2EF en cas de dysfonctionnements ou de difficultés rencontrées.

Les principaux trajets concernent (liste non exhaustive) :

- IH2EF → Gare de Poitiers
- Gare de Poitiers → IH2EF

4.2 Prestation de mise à disposition

Le titulaire pourra également proposer, à titre non exclusif, des prestations de mise à disposition pour des déplacements occasionnels, notamment pour des excursions ou sorties culturelles, impliquant le transport de personnes pendant une durée et sur un circuit déterminé. Ces prestations peuvent entraîner l'immobilisation du véhicule et du chauffeur. Ces prestations seront réalisées sur la base de devis spécifiques, et ne sont pas exclusives au contrat, pouvant faire l'objet de mises en concurrence avec d'autres prestataires.

4.3 Conformité des véhicules

Les véhicules utilisés par le titulaire pour exécuter la prestation devront répondre à l'ensemble des prescriptions d'équipement, de signalisation et de contrôles techniques imposées par le Code de la Route et l'Arrêté du 02 Juillet 1982 modifié relatif aux transports en commun de personnes qui dispose dans son article 2 que le terme " Transport en commun de personnes " désigne le transport de passagers au moyen d'un véhicule à moteur qui comporte plus de 9 places assises y compris celle du conducteur.

L'exploitant fournit les véhicules nécessaires à l'exploitation des services.

Conformément à ses engagements, il affecte au présent marché les véhicules visés dans sa proposition. Si l'exploitant souhaite apporter une quelconque modification à la liste de ces véhicules, il en informe l'IH2EF pour accord.

Il lui appartient de prendre les dispositions nécessaires en matière de véhicules de réserve afin de garantir qu'en cas de problème (panne de véhicule, non fonctionnement d'un équipement particulier, etc.), une solution de remplacement soit apportée dans les meilleurs délais.

4.4 Conditions pratiques d'exécution

Les véhicules sont fournis par le titulaire, ainsi que les chauffeurs. Les véhicules devront obligatoirement avoir au minimum 50 places. L'obligation d'attacher sa ceinture doit être rappelée à l'intérieur du véhicule aux usagers.

Le matériel est tenu en bon état de propreté et d'entretien. L'état intérieur est propre et entretenu.

4.5 Respect des itinéraires et arrêts

L'exploitant doit respecter les itinéraires et les points d'arrêt définis par l'IH2EF. **L'arrêt des véhicules est assuré aux endroits mentionnés par l'IH2EF.**

La prise en charge et la dépose des voyageurs en dehors des arrêts prévus sont strictement interdites et engagent la responsabilité exclusive du titulaire. Toutefois, il lui appartient de signaler immédiatement (avec confirmation écrite) à l'IH2EF les éventuelles difficultés ou anomalies rencontrées.

4.6 Respect des horaires

Le titulaire doit respecter les horaires définis sur la demande de la semaine précédente. Il est demandé au titulaire de se présenter aux arrêts de prise en charge 15 minutes avant l'heure de départ indiqué sur la demande afin que la prise en charge des usagers s'opère dans les meilleures conditions.

4.7 Le personnel

L'exploitant doit veiller à la qualité du service apporté par son personnel et notamment à :

- la qualité de la relation entre son personnel et les usagers ;
- la qualification du personnel ;
- au respect d'une tenue correcte des conducteurs ;
- à une conduite souple sans accélération brusque, coup de frein intempestif ou manœuvre inutile ;
- à ne pas démarrer avant que tous les passagers ne soient assis à faire respecter le règlement d'exploitation.

Le titulaire du marché assure la formation du personnel, en conformité avec les lois et règlements en vigueur relatifs aux formations initiales et continues obligatoires, et portera une attention toute particulière à la formation du personnel de conduite, de manière à en particulier à :

- améliorer le niveau d'accueil de la clientèle ;
- prévenir les risques et sensibiliser à la sécurité et aux gestes de premiers secours.

Ces règles s'appliquent également aux nouveaux conducteurs affectés au service en cours de marché.

Le titulaire du marché présente en annexe de son mémoire technique, les éléments de formation prévisionnels des conducteurs affectés à ces services.

Le titulaire réalise, tous les ans, le bilan de la formation des personnels affectés au service et le communiquera à l'IH2EF et dressera également un état du suivi des formations obligatoires.

4.8 Adaptation des services

Les modifications de circuit en charge (trajets, arrêts, kilométrage) entraînant des modifications dans la limite de 10 % des kilomètres en charge journaliers du circuit, en plus ou en moins par rapport à la situation initiale lors de la notification du marché, n'ouvrent droit à aucune modification de la rémunération fixe du titulaire et ne feront pas l'objet d'un avenant. Les modifications seront notifiées par ordre de service indiquant le nouveau kilométrage du circuit.

Article 5 – Réservations et commande de prestations

Les prestations sont commandées par l'IH2EF au titulaire par l'édition de bons de commande. Les bons de commande constituent un engagement juridique à compter de leur notification au titulaire.

La commande est transmise par l'IH2EF le mercredi de la semaine précédant les prises en charge des personnes et leurs bagages.

5.1 Modalités de réservations :

Un planning sera transmis au titulaire le mercredi de la semaine précédente.

En complément des demandes inscrites au planning hebdomadaire, des demandes pourront être ajoutées ou annulées tout au long :

- de la journée sur simple appel téléphonique ;
- de la semaine par courrier électronique.

Chaque ajustement est communiqué, au fur et à mesure, par l'IH2EF au titulaire qui doit par conséquent faire preuve d'adaptation et de souplesse vis-à-vis de ces modifications.

L'IH2EF, à la suite d'un ajout d'un stage de formation, peut être amené également à solliciter à nouveau le titulaire.

Pour les demandes supplémentaires l'IH2EF précisera les dates et heures de prise en charge ainsi que les adresses de départ et d'arrivée.

Le titulaire prend en compte la demande et fait le nécessaire pour que le(s) véhicule(s) soit (soient) disponible(s) à l'adresse de prise en charge, aux jours et heures prévus.

Modalités d'annulation des réservations :

En cas d'annulation de la prestation 48 heures avant la prise en charge, aucun frais ne pourra être facturé à l'IH2EF.

Modes de réservation :

Les demandes de transports doivent pouvoir être faites par le plus grand nombre de moyens de communication, tels que :

- une ligne de téléphone dédiée ou un serveur vocal avec numéro prioritaire ;
- un site internet ;
- le courrier électronique.

Le titulaire pourra proposer un autre moyen de communication qui devra être validé par l'IH2EF.

5.2 Moyens de communication

Les contractants conviennent que les messages reçus par courrier électronique ont la même valeur que celle accordée à un original. Ils conviennent également de conserver les messages échangés par courrier électronique pour l'exécution du présent accord-cadre, de telle manière qu'ils puissent constituer des copies fidèles et durables au sens du décret n° 2016-1673 du 5 décembre 2016 relatif à la fiabilité des copies et pris pour l'application de l'article 1379 du code civil.

5.3 Bons de commande

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins.

Ils sont établis sur la base du bordereau des prix unitaires annexé à l'accord cadre. Les bons de commandes peuvent être engagés pendant toute la durée de l'accord-cadre. Leurs effets se poursuivent trois mois après le terme de celui-ci.

Chaque bon de commande comporte les mentions suivantes :

- un numéro du bon de commande (engagement juridique (EJ) ;
- la référence de l'accord cadre ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le nom du titulaire ;
- le montant de la commande (hors TVA, montant de la TVA et TTC) ;
- le lieu et la date ;
- l'adresse de facturation.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. La durée d'exécution d'un bon de commande, émis le dernier jour de validité de l'accord-cadre, ne peut pas excéder 3 mois.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

5.4 Exécution des prestations aux frais et risques des titulaires

Soit en cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcé aux torts du titulaire, l'IH2EF peut faire procéder par un tiers à son exécution.

Le titulaire résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des

prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et qui seraient nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre par le tiers désigné par l'IH2EF.

Cette possibilité est également donnée à l'IH2EF en cas de mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception de remédier à des défaillances constatées dans l'exécution de ses obligations, non suivie d'effet dans un délai de quarante-huit heures (48 h) à compter de sa notification.

Article 6 - Confidentialité

Le titulaire respecte l'obligation de confidentialité prévue à l'article 5 du CCAG-FCS.

Article 7 - Prix

7.1 Contenu des prix

Les prix sont indiqués dans l'annexe financière annexée à l'acte d'engagement et s'entendent en euro HT et TTC. Le prix proposé par le titulaire dans son offre financière est réputé comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Les prestations du présent accord-cadre, sont traitées à prix forfaitaire.

Les prix sont réputés inclure :

- la prise en charge du bénéficiaire et de ses bagages ;
- un prix correspondant au déplacement
- un prix correspondant aux attentes, arrêts ou circulation lente ;
- les services spécifiques éventuels ;
- les frais de gestion administrative ;
- toutes les dépenses nécessaires à la parfaite exécution des prestations, comprenant notamment les frais généraux découlant de la prestation tels que le carburant, l'entretien des véhicules, la location ou l'acquisition des véhicules, la rémunération des chauffeurs, la sécurité des personnes transportées, la formation et l'encadrement du personnel, les frais de gestion, taxes, impôts et charges, frais annexes, assurance, licences, frais de gestion, etc...;
- les frais relatifs aux autorisations nécessaires ;
- la part équivalent à la rémunération du titulaire.

7.2 Révision des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

L'IH2EF notifie au titulaire la révision des prix et la formule de calcul utilisée, le mois précédent la date de révision. Le titulaire dispose d'un délai de cinq jours (5 j) pour en contester la validité sur des éléments objectifs. À défaut, le coefficient de révision est réputé validé par le titulaire.

La révision annuelle des prix unitaires est réalisée en appliquant à chacun d'entre eux le coefficient calculé suivant la formule suivante, arrondi au millième supérieur.

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante:

$$P(n) = P(o) [(0,12 + (0,50 S(n)/S(o) + 0,15 G(n)/G(o) + 0,10 M(n)/M(o) + 0,13 I(n)/I(o))]$$

S0 = indice trimestriel des taux de salaires horaires des ouvriers – Transport et entreposage - code identifiant : 010562766 ;
G0 = indice mensuel des prix à la consommation - Ensemble des ménages France métropolitaine - Gazole - code identifiant : 001764283 ;
M0 = indice mensuel de prix de l'offre intérieure des produits industriels - Autobus et autocars - code identifiant : 010535349
I0 = indice mensuel d'inflation sous-jacente - Ensemble des ménages France métropolitaine – code identifiant : 001769685.

Ces indices S, G, M et CVS sont les mêmes indices que ci-dessus considérés au mois anniversaire de l'année de révision, selon le dernier indice connu.

Les index sont publiés au Bulletin mensuel de la statistique, consultables sur le site <http://www.insee.fr>.

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondissement au millième supérieur. La révision est faite à titre définitif.

La révision sera effectuée chaque année à la date anniversaire du marché. Cette date anniversaire est la date de notification.

En cas de disparition d'un des indices, l'IH2EF et le titulaire du marché conviendront ensemble de son remplacement par l'indice le plus approchant par avenant.

Clause butoir et de sauvegarde :

Si le coefficient calculé entraîne une hausse des prix de plus de 3 % d'une année à l'autre, il n'est pas utilisé. Dans ce cas, l'augmentation des prix au titre de leur révision est plafonnée à 3 %. En cas de désaccord du titulaire, l'accord-cadre pourra être résilié, par le pouvoir adjudicateur, sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

Article 8 - Paiement

Le titulaire adresse ses demandes de paiement mensuellement après service fait conformément au présent article.

8.1 Délai de règlement

Conformément à l'article R2192-10 de la commande publique, la personne publique s'engage sur un délai global de paiement de 30 jours. Ce délai comprend l'intervention de l'ordonnateur et celle du comptable, mais ne comprend pas les délais bancaires.

Le délai global de paiement prend effet à compter de la date d'admission de chaque prestation si elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement validée par l'administration. Dans le cas contraire, le point de départ de ce délai est la date de réception de la facture.

8.2 Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles R2192-31 et D 2192-35 du code de la commande publique.

8.3 Modalités de facturation

Le titulaire fera parvenir ces factures directement de façon **dématérialisée** et **gratuite** en utilisant le **portail sécurisé Chorus factures** à l'adresse suivante : <https://www.chorus-pro.gouv.fr>, en faisant IMPERATIVEMENT apparaître sur la facture le service exécutant (FAC0000086) et le numéro du marché qui vous sera communiqué lors de la notification du marché.

Pour information une hotline téléphonique est disponible pour assister les utilisateurs dans la prise en main de l'application Chorus Pro.

N° de téléphone : 04 77 78 39 57

Ce service est disponible du lundi au vendredi de 9h à 19h (hors jours fériés).

Les factures devront préciser les sommes auxquelles le titulaire prétend et donner tous les éléments de détermination de ces sommes. Elles seront établies en un original, et porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la désignation de la personne publique contractante ;
- les nom et adresse du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- la référence du marché correspondant et le service **exécutant FAC0000086**;
- **les dates et heures** de réalisation des prestations ;
- le montant hors TVA, le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC des fournitures ou des services ;
- la date de la facture.

Si un titulaire – ou un sous-traitant – est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, ses facturations sont établies hors TVA. Il demande à l'administration fiscale française la communication d'un numéro d'identification.

Les frais de facturation sont inclus dans les prix de l'accord-cadre.

8.4 Avance

Aucune avance n'est prévue.

8.5 Carte d'achat

L'utilisation de la carte achat n'est pas prévue dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre.

8.6 Retenue de garantie

Il n'y a pas de retenue de garantie au titre du présent accord-cadre.

Article 9 - Résiliation

L'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues au CCAG-FCS.

Article 10 – Traitement des données à caractère personnel

Le présent accord-cadre ne comporte pas de traitement de données à caractère personnel.

Le cas échéant les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Article 11 – Cession

L'accord cadre peut être cédé dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique. Il est remis, **sur demande du titulaire**, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des Créances résultant de l'accord cadre.

Article 12 – Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son accord-cadre, à condition d'avoir obtenu l'acceptation de chaque sous-traitant présenté et l'agrément de ses conditions de paiement par l'acheteur.

La présentation du sous-traitant se fait sous la forme d'un formulaire DC4 téléchargeable en utilisant le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Après notification de l'accord-cadre, la procédure d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement est sous la responsabilité du service ordonnateur. Le paiement direct d'un sous-traitant est obligatoire dès que sa prestation est d'un montant égal ou supérieur à six cents euros hors taxe (600 € HT).

Sans préjudice des dispositions d'ordre public des textes énoncés ci-dessus, le titulaire et leurs sous-traitants se conforment à l'ensemble des modalités de présentation imposées par les services ordonnateurs.

Les agents des titulaires – ou des sous-traitants – qui réalisent les prestations dues au titre du présent accord-cadre sont qualifiés, compétents, formés pour être aptes à exécuter toutes les prestations prévues au CCP, conformément à la réglementation en vigueur et aux règles de l'art.

Ils respectent les règlements intérieurs de l'IH2EF.

En cas d'insatisfaction dûment justifiée de l'IH2EF de l'attitude ou du travail d'un agent du titulaire, l'IH2EF peut exiger du titulaire son remplacement pour les interventions à venir.

Article 13– Clause de réexamen

Au terme de la durée totale d'exécution du présent accord-cadre de quatre (4) ans, reconductions comprises, si l'IH2EF n'a pas désigné de nouveau titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de poursuivre l'exécution du présent contrat **par décision pour une durée de trois (3) mois renouvelable une fois**.

Article 14– Attestation d'assurance

Conformément à l'art. 9 du CCAG-FCS, le titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'IH2EF et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire justifie qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, **dans les quinze jours (15 j)** à compter de la notification de l'accord-cadre, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans les quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 15– Justification sociale et fiscale

Une fois que l'accord-cadre lui a été notifié, le titulaire fournit, en langue française :

✓ **tous les six mois**, conformément aux articles L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8221-1 et suivants, et D. 8222-7 du code du travail :

- un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'art. 286 ter du code général des impôts ;
- une attestation de vigilance délivrée par l'union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (Urssaf), prouvant qu'ils respectent les règles en matière de lutte contre le travail dissimulé, conformément aux articles L. 8222-1 et suivants du code du travail.

Ce document mentionne :

- l'identification de l'entreprise (dénomination sociale, adresse du siège social et, la liste des établissements concernés avec leur numéro de Siret) ;
- qu'elle est à jour de ses obligations sociales pour les six derniers mois ;

- le nombre de salariés employés ;
- le montant total des dernières rémunérations déclarées à l'Urssaf et les cotisations acquittées au cours des six derniers mois ;
- la liste nominative des salariés étrangers assujettis à la possession d'une autorisation de travail, occupés pour la mise en œuvre des prestations de service prévues au présent accord-cadre régional, conformément aux articles. L. 5221-5 et suivants du code du travail.

✓ **tous les ans :**

- un certificat fiscal délivré par le service des impôts, permettant de justifier de la régularité de leur situation fiscale.
- pour les entreprises de vingt salariés ou plus, une attestation de conformité à l'obligation d'emplois de travailleurs handicapés délivré par l'association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (Agefiph), conformément aux art. L. 5212-1 et suivants du code du travail.

Dans le cas où un titulaire prendrait la forme d'un groupement d'entreprises, tous les cotraitants fournissent ces documents selon la fréquence indiquée et sous la responsabilité du mandataire.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations, mise gratuitement à disposition, via l'adresse internet suivante : <https://www.e-attestations.com>.

Si un titulaire ne s'acquitte pas de ces formalités, une pénalité peut lui être appliquée allant jusqu'à 10 % du montant du contrat et ne peut pas excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8221-1, L. 8221-2 et L. 8224-5 du code du travail.

L'IH2EF informé par un agent de contrôle mentionné à l'art. L. 8271-1-2 du code du travail, de la situation irrégulière d'un titulaire au regard des formalités précitées, l'enjoint de cesser sans délai cette situation. Le titulaire mis en demeure apporte la preuve au service qu'il a mis fin à la situation délictuelle. À défaut, l'accord-cadre peut être rompu sans indemnité, aux frais et aux risques du titulaire.

L'IH2EF informe l'agent de contrôle auteur du signalement des suites données par le titulaire à l'injonction.

Sauf indication contraire du service bénéficiaire, le titulaire dépose ses attestations sur le site : <http://www.e-attestations.com/>

Article 16 – Contrôle de l'exécution des prestations

La constatation de l'exécution des prestations est réalisée par l'IH2EF.

L'IH2EF pourra procéder à tout contrôle relatif à l'exploitation des services confiés soit par l'un de ses agents, soit par un agent mandaté, à tout contrôle de la qualité du service produit par le titulaire. Le cas échéant, ces contrôles qualité donneront lieu à l'application des dispositions prévues à l'article 18 du présent CCP.

Article 17 – Les pénalités

Les pénalités sont des sommes forfaitaires dues par le titulaire à l'IH2EF lorsque le premier n'a pas respecté une obligation contractuelle envers ce dernier.

Elles sont retenues sur les sommes dues au titulaire défaillant sur les factures correspondantes.

Quelles que soient les pénalités auxquelles un titulaire est soumis, il met un terme à ses défaillances dans les meilleurs délais.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-exécution d'une commande, sans en avoir informé l'IH2EF	Forfaitaire	300,00 €	Par service.

Article 18– Modification de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être modifié conformément à l'art. L2194-1 ainsi que R2194-1 et suivants du code de la commande publique.

Les modifications sont arrêtées par un acte modificatif écrit, signé par les parties et notifié par l'IH2EF au titulaire.

Article 19– Résiliation

L'accord-cadre peut être résilié par l'IH2EF conformément aux articles 29 et suivants du CCAG- FCS.

Article 20– Tribunal administratif compétent

En cas de litige, il pourra être fait appel au comité consultatif de règlement amiable, conformément à l'article R 2197-1 du code de la commande publique.

A défaut et en application de l'article R312-11 du code de justice administrative, la juridiction compétente est le tribunal administratif de Poitiers dont les coordonnées sont les suivantes :

Tribunal administratif de Poitiers
15 Rue de Blossac
CS 80541
86 020 Poitiers Cedex
Téléphone : 05 49 60 79 19
Télécopie : 05 49 60 68 09
Courriel : greffe.ta-poitiers@juradm.fr

Le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.

Article 21– Dérogations aux documents généraux

Les stipulations du présent accord-cadre dérogent aux stipulations du CCAG-FCS suivantes :

- l'article relatif à l'ordre de priorité des pièces contractuelles déroge à l'art. 4.1 du CCAG-FCS ;
- l'article relatif aux pénalités déroge à l'art. 14 du CCAG-FCS.